

LECO

de la semaine

09 au 14 Août 2025



SOMMAIRE

Fier Mada 2025 - L'accès au foncier reste un frein pour les producteurs	2
Énergie et agriculture : Vers des systèmes durables grâce à la coopération au sein de la SADC	2
Coopérative des Experts Associés : Promouvoir le développement économique du territoire	3
45 ^e Sommet de la SADC : les partenaires bénéficient d'une réduction d'impôt.....	4
Cuniculture - L'élevage de Géant de Flandre attire	4
Promotion du tourisme : le MTA se veut garantir la mise en œuvre des activités	5
Produits de rente: baisse des exportations de vanille et de girofle	5
Contribution et promotion vers l'avenir: une centaine de jeunes intègrent les métiers de la comptabilité offshore.....	6
Fanondranan'entana mankany Etazonia: Nihatra nanomboka ny 7 aogositra ny haba 15%.....	6
Edgard Razafindravahy : Appui structurant de la COI au Centre de Surveillance des Pêches de Madagascar.....	7
Industries : « Malagasy Ny Antsika » accueille son premier service labellisé	8
Autonomisation des femmes à Analanjirofo : une enveloppe de 29 millions ariary pour des associations féminines	8
Toamasina : inauguration de la « Maison de l'Emploi et de la Formation »	8
Exportation - L'ariary s'apprécie face au dollar.....	9
Consommation - Madagascar dépend des produits pétroliers	10
Ticad 9 : Madagascar présent à Yokohama	10
Inflation en hausse: le riz et l'énergie en première ligne	10
Voyage – Madagascar enregistre plus de 573 000 passagers transportés par voie aérien au premier semestre de 2025.....	11
Art Culinaire - Madagascar en lice au Mondial du Fromage	11
Secteur financier : Une taxonomie continentale validée pour une finance durable.....	12
Marovato – Andapa : la qualité de la vanille s'améliore.....	12
Tunisie – Madagascar: un accord pour booster les échanges industriels.....	12
Le Bitcoin bat un nouveau record et dépasse les 124 000 dollars	13

Fier Mada 2025 - L'accès au foncier reste un frein pour les producteurs

IRINA TSIMIJALY | 09 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À l'occasion de la 26e édition du Fier Mada, les producteurs venus de tout Madagascar présentent leurs savoir-faire. Mais beaucoup pointent la difficulté d'accès à la terre.

La 26^e édition du Fier Mada s'est ouverte le 6 août au stade Makis, à Andohatopenaka. L'événement, qui se tient jusqu'au 10 août, entend promouvoir les produits locaux et rapprocher producteurs, consommateurs et acheteurs professionnels.



Les stands exposent une large palette de produits — fruits, fleurs, épices, élevage, denrées transformées et artisanat — et attirent chaque année un public nombreux, malgache comme étranger.

Au-delà de cette affluence, les participants pointent un obstacle récurrent : l'accès limité aux terres agricoles, qui freine l'augmentation des volumes et la structuration des filières.

La gérante de Gae et Gabi, entreprise spécialisée dans le rhum raffiné, témoigne : « On produit de l'alcool à base d'éthanol, de fruits comme l'ananas ou le litchi, et d'épices comme la vanille ou le poivre. On cultive en bio, mais on

n'a pas assez de terrain. » L'entreprise indique cultiver environ 30 hectares de canne à sucre à Anjoro et entre 5 et 10 hectares à Beforona. « Ce n'est pas suffisant pour notre production annuelle. On est obligé d'acheter à d'autres producteurs, mais il faut s'assurer qu'ils respectent les normes bio. »

Insécurité foncière

Au manque de foncier s'ajoute, pour certains, l'insécurité des parcelles. Holy, productrice d'huiles essentielles dans la région d'Alaotra-Mangoro, décrit des occupations illicites et des pratiques préjudiciables à proximité des champs : « Il y a des gens qui s'installent illégalement sur nos terrains. Certains brûlent les champs, d'autres utilisent des pesticides à proximité, ce qui abîme la qualité du sol. » Elle évoque également des réquisitions publiques décidées sans concertation : « L'État prend une partie pour construire des écoles ou des centres de santé. Cela réduit nos surfaces cultivables, et on ne peut plus développer nos activités. »

Dans ce contexte, plusieurs producteurs sollicitent un appui des autorités pour sécuriser et fluidifier l'accès au foncier : « On espère que l'accès au foncier sera facilité pour les projets agricoles. Il faut des règles plus simples et plus transparentes », ajoute Holy.

Si le Fier Mada demeure un rendez-vous majeur de valorisation du monde rural, les contraintes foncières continuent de peser sur le développement d'un secteur central pour l'économie nationale.

Énergie et agriculture : Vers des systèmes durables grâce à la coopération au sein de la SADC

ANTSA R. | 09 AOÛT | MIDI-MADAGASIKARA

L'interdépendance entre la transition énergétique et la transformation agricole sera explorée durant une conférence publique organisée dans le cadre du 45^e Sommet de la SADC. L'objectif annoncé est de renforcer la coopération et bâtir des systèmes durables et résilients.

Une conférence publique sur la transition énergétique se tiendra le 14 août prochain, au Grand Amphi de la Faculté d'Économie, Gestion et Sociologie (EGS) de l'Université d'Antananarivo, sur le campus d'Ankatso. Cet événement se tiendra dans le cadre des activités entourant le 45^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Placée sous le haut patronage du président Andry Rajoelina, cette rencontre portera sur le thème : « L'intégration régionale : levier pour une accélération de la transition énergétique et de la transformation agricole ».

Elle réunira des experts, décideurs, représentants institutionnels et acteurs du secteur privé des pays membres de la SADC. Selon les organisateurs, l'événement vise à mettre en lumière le rôle stratégique de la coopération régionale pour relever deux défis majeurs : la promotion des énergies renouvelables et la modernisation des systèmes agricoles. Ces deux secteurs, étroitement liés, sont considérés comme essentiels pour renforcer la sécurité énergétique, améliorer la résilience face aux changements climatiques et stimuler un développement économique durable dans la région.

Concertation

La conférence sera également l'occasion de partager des expériences et bonnes pratiques entre États membres, de présenter des projets innovants et d'explorer de nouvelles opportunités d'investissement. Les débats devraient notamment aborder les mécanismes de financement, les cadres réglementaires favorables, ainsi que les partenariats public-privé susceptibles d'accélérer la mise en

œuvre de solutions concrètes. En marge de la rencontre, les participants pourront échanger avec des spécialistes de la transition énergétique et de la transformation agricole, favorisant ainsi un dialogue constructif et des perspectives d'action communes. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique de l'intégration régionale portée par la SADC, en vue de renforcer la coopération entre ses pays membres et de mieux exploiter les ressources et atouts du continent au service du développement durable.

Coopérative des Experts Associés : Promouvoir le développement économique du territoire

NAVALONA R. | 09 Août | MIDI-MADAGASIKARA

L'Assemblée générale de constitution de la Coopérative des Experts Associés (CEAs) a eu lieu le 23 avril 2024.

« Nous sommes 10 experts dans différents domaines d'activités pour se regrouper au sein de cette coopérative. En tant que Cabinet d'Études, nous intervenons notamment dans les domaines du développement de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie ainsi que de l'économie, de la planification et de gestion, sans oublier le développement des chaînes de valeur, la structuration de la production. Notre principal objectif consiste à apporter notre expertise afin de promouvoir le développement économique du territoire », a expliqué Lila Ranaivo, la directrice exécutive de la Coopérative des Experts Associés lors d'une rencontre avec la presse récemment.

Défis rencontrés

« Forte d'une trentaine d'années d'expérience, notamment dans le domaine du développement rural, cette coopérative ne ménage pas ses efforts pour promouvoir une stratégie visant à préserver l'environnement tout en accompagnant les acteurs locaux, notamment les producteurs, afin qu'ils soient plus résilients face aux effets néfastes du changement climatique. En effet, nous privilégions avant tout un développement durable, en commençant à l'échelle locale », a déclaré Denis Raobelison, président du CEAs. En tant qu'ingénieur agronome, il prévoit d'apporter des solutions concrètes aux défis rencontrés sur le terrain. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui l'ont conduit à organiser, entre autres, le salon « Ambalasira » à Ambositra,

afin d'offrir un débouché aux produits des paysans locaux. « Nous restons convaincus que l'approche par le marché est un levier essentiel du développement local », a-t-il ajouté.

Grande volonté.

En outre, ces experts témoignent que le monde rural ne cesse de s'appauvrir depuis ces dernières décennies. « Auparavant, les ménages ruraux pouvaient encore se débrouiller pour trouver les trois rations de nourriture en une journée. Maintenant, ils ont du mal à prendre un repas par jour.



En revanche, nous avons bien constaté que la population rurale même dans des zones très reculées ont une grande volonté de s'améliorer et de se développer », raconte Lila Ranaivo.

45^e Sommet de la Sadc: les partenaires bénéficient d'une réduction d'impôt

JEAN RIANA | 09 AOÛT | LES NOUVELLES

Comme c'était le cas lors du sommet de la COI, les partenaires fidèles au rendez-vous, ont également apporté leur soutien à l'organisation du 45^e Sommet de la Sadc. Et cette contribution importante et précieuse ne passe pas inaperçue aux yeux de l'Etat qui a décidé de leur octroyer une réduction d'impôt.

« Pour honorer l'engagement remarquable des entreprises et leur soutien à l'organisation du 45^e Sommet de la Sadc à Madagascar, le gouvernement malgache a pris une décision inédite. Tous les partenaires bénéficient d'une réduction d'impôt sur les revenus, à hauteur de la valeur totale de leur contribution et ce, en ne tenant pas compte des catégories Platinum, Silver ou Bronze », a exprimé la ministre des Affaires étrangères, Rasata Rafaravavitaika, à l'occasion de la cérémonie de reconnaissance des partenaires, hier au Stade Barea Mahamasina.

A vrai dire, accueillir ce sommet à Madagascar, plus précisément à Antananarivo, pour la première fois de son histoire, a suscité l'engouement des partenaires qui ne se font pas prier pour rejoindre les efforts engagés par l'Etat malgache, pour que ce rendez-vous connaisse un succès retentissant.

Et au nom du président de la République, le numéro Un de la diplomatie malgache a tenu à exprimer sa profonde gratitude à tous ceux qui ont contribué à l'organisation de ce sommet.

Newsmada figure parmi les partenaires médias de cet événement d'envergure internationale et sortira un numéro spécial pour l'occasion. Plusieurs partenaires ont également fourni un appui de taille, à l'image de Yas Madagascar, AFG Bank, BOA, Sodirex, Groupe HV, Jovena, NEA Madagascar...

« Bien plus qu'un rendez-vous institutionnel, c'est l'aboutissement d'un engagement collectif, l'expression d'une ambition régionale et le reflet de la confiance placée en

notre pays. Ce Sommet est notre Sommet à tous, celui des institutions publiques, des partenaires internationaux et aussi du secteur privé » a-t-elle déclaré.

Grande responsabilité pour Madagascar

La ministre Rasata Rafaravavitaika a ajouté que ce Sommet sera l'occasion solennelle qui marquera la prise de fonction de Andry Rajoelina, en tant que présidente de la Sadc pour un mandat d'un an.

« C'est une grande responsabilité qui confère à Madagascar un rôle central dans la coordination régionale et la mise en œuvre de décision majeure pour l'avenir de l'Afrique australe » a-t-elle spécifié.

Elle a ajouté que ce sera un événement d'une portée multiple et considérable, à la fois économique, politique, symbolique et stratégique. Economique puisqu'il met en exergue l'effort consenti par les entreprises. Politique, car il traduit la volonté du président Andry Rajoelina, de bâtir une gouvernance fondée sur la confiance, la concertation avec le secteur privé et la valorisation d'un investissement responsable.

Et symbolique et responsable, car il marque une nouvelle étape dans la construction d'un partenariat public-privé de qualité, équitable et institutionnalisé au service de l'intérêt général.

« Ce modèle de coopération exemplaire doit inspirer les politiques publiques, orienter nos stratégies de développement car c'est ensemble que nous bâtirons une nation plus forte », a-t-elle conclu.

Cuniculture - L'élevage de Géant de Flandre attire

IRINA TSIMIJALY | 11 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Lors de la 26^e édition du Fier Mada, l'élevage du lapin Géant de Flandre s'est distingué comme une activité abordable et rentable pour les petits éleveurs malgaches.

Du 6 au 10 août 2025, le stade Makis Andohatapenaka a accueilli la 26^e édition du Fier Mada, rassemblant éleveurs et agriculteurs.



Avec plus de quatre cent cinquante exposants issus des vingt-quatre régions de Madagascar, cette foire agricole

demeure l'un des rendez-vous commerciaux majeurs pour les producteurs locaux.

Parmi les exposants, les éleveurs de lapins Géant de Flandre venus d'Itasy ont une nouvelle fois présenté leurs activités. « Le marché du lapin, c'est surtout la foire », explique Jeannot, l'un des éleveurs. « Mais lorsque nous avons de bons lapins, les acheteurs réguliers nous contactent au quotidien ». Le prix des lapins varie entre 60 000 et 400 000 ariary, selon la qualité, avec un poids moyen d'environ 15 kilos de viande par lapin Géant de Flandre. Cette viande est appréciée pour son goût proche de celui du cochon ou du poulet. « Certains

consommateurs sont habitués au goût et ne le distinguent pas des autres viandes », précise l'éleveur.

Sur le plan de la reproduction, « un lapin peut avoir de 6 à 13 petits, dont la grande majorité survivent », ajoute-t-il. La mortalité reste faible, ce qui facilite la gestion du cheptel.

Investissement

L'élevage du lapin Géant de Flandre ne requiert pas d'importants investissements. « Il n'y a pas besoin de beaucoup de moyens financiers », affirme Jeannot. « Les lapins se nourrissent d'herbes sauvages trouvées dans les champs, donc il n'est pas nécessaire d'acheter de la provende ».

En milieu urbain, un complément alimentaire, comme des carottes, peut être nécessaire, ce qui complique un peu l'élevage. Toutefois, « c'est facile à élever », souligne-t-il. Lors de cette édition, l'éleveur a vendu une vingtaine de lapins entre mercredi et vendredi, puis neuf supplémentaires le samedi. En dehors de la foire, il reçoit régulièrement de grosses commandes, parfois de quarante à cinquante lapins, notamment de la part d'associations.

Ainsi, l'élevage du Géant de Flandre s'impose comme une activité simple et abordable, idéale pour les petits producteurs cherchant à générer un revenu avec des coûts réduits, tout en répondant à une demande locale pour une viande appréciée.

Promotion du tourisme: le MTA se veut garantir la mise en œuvre des activités

JEAN RIANA | 11 AOÛT | LES NOUVELLES

Ayant été mise en connaissance de l'existence d'un conflit entre l'Office Régional du Tourisme de Tuléar (ORTU) et de la Direction régionale du tourisme et de l'artisanat local, le ministère du Tourisme et de l'artisanat (MTA) indique avoir pris des mesures pour garantir la mise en œuvre des activités de promotion touristique dans ladite localité. « Si une organisation est en proie à la discorde, elle ne pourra pas atteindre ses objectifs. C'est pourquoi le ministère a pris des mesures pour suspendre la dissolution du conseil d'administration par certains membres jusqu'à ce qu'une enquête soit menée sur la légalité de la stratégie suivie et à cet égard et sur l'utilisation des fonds publics par cette organisation », rapporte le MTA. L'institution a ajouté que l'enquête sera menée par une personne professionnelle et impartiale, extérieure aux deux parties en conflit. Une fois les résultats publiés, cela sera précédé par une Assemblée générale où les membres feront l'objet d'une convocation, conformément aux statuts de l'organisation et décidera à nouveau du cas du conseil d'administration en toute connaissance de cause. Ainsi, le MTA intervient en tant que médiateur dans cette affaire et a précisé qu'il n'est jamais intervenu dans les affaires internes de l'ORTU.

A noter que l'ORTU n'est seulement une association régie par l'ordonnance 60-133, mais un organisme agissant dans le domaine public reconnu d'utilité publique. Cette même ordonnance précise en son article 24 que les organismes agissant dans le domaine public sont soumis à un contrôle particulier de l'Etat. Etant une branche de l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM), cet organisme a été chargé par le MTA d'une mission de promotion touristique.



A cet effet, il bénéficie donc de l'utilisation de fonds publics pour mener à bien ces missions grâce à une participation à hauteur de 50% aux taxes prélevées auprès des hôteliers ou vignettes touristiques.

Produits de rente: baisse des exportations de vanille et de girofle

JEAN RIANA | 11 AOÛT | LES NOUVELLES

Le rapport sur la politique monétaire de la Banque centrale de Madagascar indique que les exportations de vanille et de girofle ont connu une chute de 29,2% pour la vanille et une diminution encore plus marquée de 48,9% pour le girofle.

La chute des exportations de vanille s'explique par une surabondance de l'offre sur le marché mondial. Le rapport de la Banque centrale de Madagascar met en lumière les conséquences des volumes exceptionnellement élevés exportés l'année dernière. En effet, les importateurs étrangers ont pu constituer d'importants stocks, réduisant ainsi

leurs besoins d'approvisionnement pour l'année en cours. Cette situation de saturation du marché exerce une forte pression sur les prix et le volume des exportations, pénalisant directement le secteur.

Malgré une hausse des prix de 6,7%, le secteur du girofle à Madagascar a subi une forte baisse de ses revenus, avec une chute de 45,5%. Le dudit rapport attribue cette contre-performance aux récentes perturbations climatiques et aux passages cycloniques, qui ont sévèrement affecté la floraison des girofliers.

Contribution et promotion vers l'avenir: une centaine de jeunes intègrent les métiers de la comptabilité offshore

JEAN RIANA | 11 Août | LES NOUVELLES

L'association Contribution et promotion vers l'avenir (CPA) a célébré le week-end la fin du parcours de sa cinquième promotion d'étudiants, ayant suivi un programme d'alternance en comptabilité. La cérémonie a eu lieu au Tahala Mielohasina à Ambohimalaza, rassemblant des jeunes de deux groupes d'Antsirabe et trois d'Antananarivo. Ce programme de six mois, qui fusionne formation théorique et pratique professionnelle, s'est avéré être un vecteur d'opportunités pour les jeunes en quête de leur premier emploi.

Le président de la CPA, Rija Francis Ramiamanana, a félicité les diplômés pour leurs efforts soutenus, soulignant l'importance d'un apprentissage qui allie théorie et expérience. « Dans un monde où l'enseignement évolue, ce modèle pourrait bien représenter le futur de la formation professionnelle, favorisant l'employabilité des étudiants », a-t-il soulevé.

La formation couvre la comptabilité, la fiscalité et le droit social en France. « Les critères privilégiés concernent les personnes ayant suivi une formation en finance, mais, en tant qu'association, nous restons ouverts à tous : nous acceptons même ceux qui ont déjà travaillé et souhaitent changer d'orientation. Néanmoins, notre public cible principal reste les étudiants sans expérience professionnelle, qui peinent souvent à trouver leur premier emploi », a ajouté notre source.

Un programme accessible et inclusif

Depuis son lancement en 2019, le programme de CPA a formé environ 160 jeunes, dont près de 90 % ont trouvé

un emploi, principalement comme « collaborateurs comptables offshore » auprès d'entreprises françaises. Ce succès s'explique par l'ouverture de l'association à divers profils, qu'ils disposent ou non d'une première expérience professionnelle. Les critères d'accès incluent des diplômés de Bac G à Master 2, attirant un large éventail de candidats désireux de réorienter leur carrière.

Une caractéristique marquante de ce programme est son accessibilité : la formation est gratuite, et les étudiants peuvent percevoir un salaire tout en apprenant. Cela représente une aide précieuse pour ceux qui sont souvent confrontés aux défis de l'absence d'expérience lorsque vient le temps d'intégrer le marché du travail.

Opportunités sur un marché en croissance

La raréfaction de comptables qualifiés à l'étranger constitue un enjeu majeur. A Madagascar, la tendance se dessine également : la demande pour des professionnels de la comptabilité augmente avec l'essor des sociétés spécialisées dans la comptabilité offshore. Cette dynamique ouvre un large éventail de possibilités pour les jeunes qui choisissent de s'orienter vers ce secteur.

Le télétravail, impulsé par la pandémie de Covid-19, a également façonné le paysage professionnel, renforçant l'utilisation des outils technologiques. Les nouveaux diplômés sont ainsi mieux préparés à intégrer ces environnements de travail flexibles, apportant des compétences contemporaines recherchées par de nombreuses entreprises.

Fanondranan'entana mankany Etazonia: Nihatra nanomboka ny 7 aogositra ny haba 15%

NJAKA ANDRIANTEFIARINESY | 11 Août | LES NOUVELLES

Tsy tataovana ilay haba vaovao 15% fanampiny, napetrak'i Etazonia, ny harena an-kibon'ny tany, ny fitaovam-pianarana sy ny sosialy. Anisan'ny iharany kosa ny lavanila.

Nanome fanazavana misimisy kokoa ho an'ny Fadintseranana malagasy, mahakasika ilay haba vaovao, tataovana 15%, ny rafitra amerikana Customs and Border Protection (CBP). Ampiharina ho fanampin'ireo haba efa misy ity haba vaovao 15% ity, na ireo ao anatin'ny sata ho an'ny firenena nomena tombondahiny, ny « Nation la Plus Favorisée » (NPF) na ny Agoa, izay mbola sitrahan'i Madagasikara hatramin'ny faran'ny volana septambra 2025. Tsy voakasik'izany ny entana voatanisa ao amin'ny lisitry ny Tovana II, amin'ny didim-panjakana amerikana lah-14257, nivoaka ny 11 avrily 2025.

Tsy voakasik'ity tataon-ketra ity, ohatra, ny fitaovam-pianarana (boky, antontan-taratasy,...), ny fanomezana ara-tsosialy, ny entana manokana entin'ny mpandeha. Torak'izany koa ny entana sasany mifandraika amin'ny fiarovam-pirenena izay manana ny habany manokana.

Tsy tratry ny haba koa ny vokatra harena an-kibon'ny tany, indrindra ireo voasokajy ho akora stratejika.

Iharan'ny 15% ny lavanila

Manampy ireo, iharan'ny haba 15% ihany koa ny lavanila malagasy, na dia voasokajy ho tsy mandoa haba aza ao amin'ny haba fototra (tarif de base) amerikana (NPF Free). Midika izany, fampiharina mitokana ity haba fanampiny ity, na tsy misy aza ny haba fototra.

Miankina amin'ny daty nidiran'ny entana any Etazonia, ny daty nandefasana ny entana ary ny daty namoahana ny entana ao amin'ny haban-tseranana ny taha fanampiny ampiharina.

Edgard Razafindravahy : Appui structurant de la COI au Centre de Surveillance des Pêches de Madagascar

R.O | 11 Août | MIDI-MADAGASIKARA

Le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien était entouré entre autres, par le ministre de la Pêche et de l'Economie bleue et l'Ambassadeur de l'Union Européenne à Madagascar lors de l'inauguration d'un système solaire et de la remise d'équipements pour le navire « TELONIFY ».

Etape significative

« C'est un grand plaisir d'être parmi vous en ce jour chargé de sens et d'espoir car nous avons l'honneur de marquer une étape significative dans le renforcement de la gouvernance durable et de la surveillance des ressources halieutiques à Madagascar ». C'étaient les premiers mots du Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien, Edgar Razafindravahy lors de l'inauguration du système solaire et de la remise des équipements du navire de surveillance « TELONIFY » au ministère de la Pêche et de l'Economie bleue hier à Ampandrianomby.



Pêche illicite

Le SG de la COI a fait remarquer que « l'inauguration du système d'énergie solaire autonome de 12 KW, au siège du Centre de Surveillance des Pêches de Madagascar, ainsi que la mise en service des équipements de radiocommunication maritime du navire de surveillance « TELONIFY » ne sont pas de simples avancées techniques. Elles constituent le témoignage concret d'un engagement national et régional à lutter efficacement contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ».

Réponse positive

La COI, à travers le Plan Régional de Surveillance des Pêches (PRSP) et le chapitre ECOFISH, financé par l'Union Européenne, a donné une réponse positive à une demande du Centre de Surveillance des Pêches de Madagascar pour renforcer ses capacités techniques et matérielles. Edgar Razafindravahy a tenu à exprimer sa profonde gratitude à l'Union Européenne, partenaire technique et financier de première importance. « Par son soutien constant et déterminé, elle contribue à asseoir une

surveillance efficace, autonome et intégrée, à l'échelle nationale comme régionale », a-t-il souligné.

Élément crucial

Outre la fourniture, la pose et le montage du système d'énergie solaire autonome de 12 KW pour l'alimentation électrique en continu du suivi des navires par satellite, l'appui structurant de la COI comprend également la formation des équipes et la maintenance. Sans oublier les équipements de radio-communication maritime au navire de surveillance « TELONIFY ». La communication étant un élément crucial pour la conduite des patrouilles en mer et la sécurité des membres d'équipage.

Ambition commune

Edgar Razafindravahy a mis en exergue le rôle moteur de la COI qui œuvre inlassablement pour la mise en œuvre du PRSP. A son avis, « ce n'est pas un simple outil : Il est le reflet d'une ambition commune, celle de préserver durablement nos ressources et de protéger notre souveraineté sur nos zones économiques exclusives ». C'est une ambition commune car « aucun pays ne peut agir seul face à de tels défis », a-t-il déclaré. Après avoir expliqué que la surveillance effective en mer représente un coût élevé. « Une patrouille régionale en mer peut atteindre 10.000 euros par jour, tandis qu'une heure de surveillance aérienne dépasse 2000 euros. A cela s'ajoutent les coûts de fonctionnement du système de surveillance par satellite (VMS) estimés à 30.000 euros par an ».

Vision claire

En somme (au propre comme au figuré), la solidarité, la mutualisation des ressources et la coopération régionale et internationale s'avèrent indispensables. Le SG de la COI de confirmer que « l'acte que nous posons aujourd'hui est porteur d'avenir. Il incarne une vision claire, celle d'une surveillance renforcée, d'une gouvernance responsable et d'une coopération consolidée ». Le hasard du calendrier a voulu que l'inauguration ait eu lieu la veille de la tenue du conseil des ministres des Etats membres de la SADC.

Industries : « Malagasy Ny Antsika » accueille son premier service labellisé

ARH. | 12 Août | LES NOUVELLES

Le Syndicat des Industries de Madagascar (Sim) élargit le label « Malagasy Ny Antsika » avec 11 nouvelles références. Pour la première fois, un service obtient cette certification, aux côtés de dix produits industriels.

Ravinala Airports, gestionnaire des principaux aéroports du pays, devient ainsi le premier prestataire de services à décrocher le label. Porte d'entrée de Madagascar, l'entreprise entend accueillir les voyageurs sous les couleurs « Malagasy Ny Antsika ». Le label valorise la qualité d'accueil, la bienveillance et la fierté nationale dès l'arrivée des visiteurs.

Cette reconnaissance récompense ainsi l'engagement de Ravinala Airports pour des infrastructures modernes favorisant l'exportation et l'importation des produits locaux. Elle reflète aussi sa politique d'achats auprès de fournisseurs malgaches, la valorisation des compétences de ses équipes et la mise en avant des produits « Vita Malagasy » dans ses espaces commerciaux.

Le secteur industriel est également à l'honneur. CEIM Polytech, leader dans la construction durable, rejoint la

liste avec dix produits innovants : PolyArm, PolyBéton, PolyDrain, PolyFroid, PolyMur, PolyOne, PolyRoute, PolySet, PolyToit et PolyTôle. Des solutions techniques conçues pour allier performance, durabilité et qualité.

Sino-Malagasy Animal Husbandry (SMAH) décroche le label pour sa viande de chèvre avec os, issue d'animaux élevés en pâturages naturels dans les régions Menabe et Atsimo Andrefana. Ce produit haut de gamme vise principalement le marché chinois et portera le label « Malagasy Ny Antsika » au-delà des frontières, promouvant le savoir-faire malgache à l'international.

Créé et porté par le Sim, le label garantit la qualité, la traçabilité et la sécurité des produits et services. Depuis la révision de son cahier des charges en 2024 avec l'appui du Pnud, il s'applique aux produits industriels, aux services, à l'artisanat et à l'agriculture. L'adhésion au SIM reste un prérequis pour y prétendre.

Les consommateurs peuvent identifier facilement les produits et services certifiés grâce au logo « Malagasy Ny Antsika ».

Autonomisation des femmes à Analanjirofo : une enveloppe de 29 millions ariary pour des associations féminines

FAHRANARISON | 12 Août | LES NOUVELLES

Dans le cadre de la réalisation de sa vision, le président Andry Rajoelina place l'autonomisation des femmes au cœur de son action, les considérant comme des vecteurs essentiels de développement pour leur région. Dans cette optique, un soutien financier de 29.000.000 ariary a été récemment octroyé par la ministre de la Population et de la solidarité (MPS), Aurélie Razafinjato, pour encourager les initiatives de huit associations de femmes issues de Fenoarivo Atsinanana et Vavatenina.

Les projets soutenus par cette aide se concentrent sur des domaines variés tels que la couture, la cuisine, la vente de poissons, ainsi que l'élevage de poules pondeuses

et de porcs. Ces initiatives visent à renforcer les capacités économiques des participantes, tout en contribuant au développement local. En plus de ce soutien financier, du matériel a été remis à douze autres associations de femmes actives dans des secteurs clés comme l'agriculture, la blanchisserie et la vente de poissons.

Cette initiative représente une étape significative vers l'autonomisation des femmes dans la région Analanjirofo, leur permettant non seulement d'améliorer leur situation économique, mais aussi de contribuer au bien-être de leurs communautés.

Toamasina : inauguration de la « Maison de l'Emploi et de la Formation »

ARH. | 12 Août | LES NOUVELLES

La région Atsinanana dispose désormais d'un outil inédit pour booster l'emploi et la formation professionnelle. La Maison de l'emploi et de la formation de la région Atsinanana (Mefra) a été inaugurée hier à Toamasina.

La cérémonie s'est déroulée en présence de la ministre de l'Emploi, du travail et de la fonction publique, Hanitra Razakaboana, du gouverneur par intérim de la région, Andry Rakotovoao, de représentants du secteur privé, de la société civile, des partenaires techniques, ainsi que

de jeunes bénéficiaires. Les dirigeants des entreprises fondatrices – la Compagnie générale hydroélectrique de Volobe (CGHV), la Société du port à gestion autonome de Toamasina (SPAT), Ambatovy et la Société de manutention des marchandises conventionnelles (SMMC) – et la Chambre de commerce et d'industrie étaient également présents.

La Mefra se veut un point de rencontre entre demandeurs d'emploi, entreprises et centres de formation. Sa

mission : centraliser les données sur le marché du travail, faciliter l'accès des jeunes à des parcours de formation adaptés aux besoins des entreprises, accompagner les employeurs dans la montée en compétence de leurs futurs collaborateurs et produire des statistiques fiables. Elle vise aussi à planifier les métiers d'avenir en fonction des besoins locaux.

Un modèle de partenariat public-privé

Fruit de deux années de concertation, cette structure fonctionne sous la tutelle technique des ministères du Travail et de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Sa gestion est confiée à un comité autonome réunissant la Région, le secteur privé, la société civile et les partenaires techniques. Cette gouvernance partagée garantit des décisions ancrées dans la réalité du terrain,

avec transparence et équité. Pour la ministre Hanitra Razakaboana, la Mefra doit servir de modèle aux autres régions. Elle appelle les entreprises à rejoindre cette initiative afin de valoriser le capital humain et d'améliorer l'employabilité.

Le directeur général de la CGHV, Rémy Huber, souligne l'engagement des entreprises fondatrices, qui ont fourni les équipements et ressources financières nécessaires. Selon lui, « l'adéquation entre formation et emploi est un enjeu majeur pour renforcer la compétitivité des jeunes sur le marché du travail. »

Le gouverneur par intérim, Andry Rakotovao, rappelle que l'outil répond à un double objectif : orienter les jeunes vers les opportunités disponibles et fournir aux entreprises des profils qualifiés. « Il faut accorder la confiance aux jeunes actifs d'Atsinanana », dit-il.

Exportation - L'ariary s'apprécie face au dollar

IRINA TSIMIJALY | 13 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'ariary a pris de la valeur face au dollar, rendant les exportations plus coûteuses. Cette hausse, ajoutée à une nouvelle taxe douanière, fragilise la compétitivité des produits malgaches.

L'ariary a gagné en valeur face au dollar américain ces derniers mois. Ce phénomène, observé à la fois par la Banque centrale de Madagascar et sur plusieurs plateformes de change en ligne, a des conséquences directes sur les exportations du pays.



Selon le professeur Herinjatovo Ramiarison, de l'Université d'Antananarivo, cette hausse de l'ariary signifie que les produits malgaches vendus en dollars deviennent plus coûteux pour les acheteurs étrangers. Par exemple, un produit qui valait environ 9 dollars en mars en vaut aujourd'hui 10. Pour les acheteurs américains, cela rend les produits malgaches plus chers. « Quand l'ariary s'apprécie, cela rend nos exportations plus chères en dollars, ce qui peut réduire leur compétitivité », explique-t-il.

Actuellement, un dollar vaut environ 4 300 ariary, contre près de 4 700 ariary en mars dernier. Cette variation

d'environ 5 % rend les produits malgaches plus onéreux sur le marché américain, un marché clé pour Madagascar. À cette difficulté monétaire s'ajoute une nouvelle taxe douanière américaine de 15 % mise en place depuis ce mois d'août. Cette taxe supplémentaire concerne plusieurs produits malgaches, notamment les vêtements, les produits miniers et la vanille, qui bénéficiait jusque-là d'une exemption.

Délocalisation

Pour les exportateurs, cela crée un double obstacle. Le professeur Herinjatovo Ramiarison souligne que ces deux facteurs, la hausse de l'ariary et la taxe américaine, pèsent lourd sur la compétitivité malgache à l'international. « Nos produits deviennent plus chers, ce qui peut freiner la demande et faire perdre des parts de marché », dit-il.

Cette situation inquiète particulièrement les entreprises qui exportent principalement vers les États-Unis. Certaines pourraient réduire leur production, voire fermer, et la sous-traitance textile pourrait être délocalisée vers d'autres pays comme le Kenya ou le Lesotho, où les taxes sont moins lourdes.

En parallèle, l'ariary s'est déprécié face à l'euro. Mais le marché américain reste un partenaire économique majeur pour Madagascar.

Le professeur rappelle que le taux de change est fixé par le marché et dépend aussi de la confiance des investisseurs étrangers. Face à ces défis, il devient urgent pour Madagascar de trouver des solutions pour protéger ses exportateurs et maintenir sa compétitivité à l'échelle mondiale.

Consommation - Madagascar dépend des produits pétroliers

IRINA TSIMIJALY | 13 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

En 2024, Madagascar a consommé près d'un milliard de litres de produits pétroliers raffinés. Ce chiffre montre à quel point notre pays dépend fortement des énergies fossiles pour faire tourner son quotidien.

Cette tendance ne ralentit pas cette année. Selon l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH), la consommation a même augmenté d'environ 2 % par rapport à l'année précédente, avec plus de 1,2 million de mètres cubes utilisés. Cette hausse s'explique notamment par la reprise progressive des activités dans les transports, l'industrie et l'agriculture.

Le gasoil est le carburant le plus consommé, avec plus de 700 millions de litres utilisés. Il est utilisé dans de nombreux domaines : camions, bateaux, usines, exploitations agricoles et groupes électrogènes produisant l'électricité, ce qui en fait un carburant essentiel pour plusieurs secteurs.

L'essence arrive en deuxième position, avec près de 200 millions de litres, principalement pour les voitures particulières ou professionnelles. Quant au pétrole lampant, il est surtout présent dans les zones rurales où il sert à la cuisson et à l'éclairage, avec une consommation d'environ 68 millions de litres.

Pour garantir l'acheminement efficace de ces carburants jusqu'aux stations-service et aux foyers, leur distribution est rigoureusement supervisée par le Groupement des Pétroliers de Madagascar. Ce contrôle est essentiel afin de prévenir toute rupture d'approvisionnement.



Cependant, cette consommation élevée révèle aussi une nécessité : Madagascar doit impérativement envisager des alternatives énergétiques.

Ticad 9 : Madagascar présent à Yokohama

ARH. | 13 AOÛT | LES NOUVELLES

Madagascar prendra part à la 9^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad 9), qui se tiendra à Yokohama (Japon), du 20 au 22 août. La délégation malgache sera conduite par le Premier ministre, Christian Ntsay.

Placée sous le thème « Co-crée des solutions innovantes pour l'Afrique », cette rencontre abordera diverses problématiques telles que l'industrialisation durable, la mobilisation des ressources domestiques, l'innovation numérique, le commerce, la mise en œuvre de la ZLECAF, le développement des chaînes de valeur productives et la transition verte.

En marge des travaux, des rencontres bilatérales sont prévues entre les autorités malgaches et les partenaires techniques et financiers nippons. Ces échanges devraient permettre de renforcer la coopération économique et d'identifier de nouvelles opportunités d'investissement.

En vue de ce rendez-vous, la ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, a reçu récemment une délégation japonaise conduite par l'ambassadeur du Japon à Madagascar, Abe Koji. Les discussions ont porté sur les principaux axes économiques qui seront présentés à Yokohama, avec pour objectif de mettre en avant les priorités de développement du pays et d'attirer davantage de soutien international.

Inflation en hausse: le riz et l'énergie en première ligne

ARH. | 13 AOÛT | LES NOUVELLES

« L'inflation a augmenté de 8,2 % entre juin 2024 et juin 2025 », selon la dernière Note de conjoncture économique publiée par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM). Cette hausse est portée principalement par le riz et l'énergie.

Le riz, aliment de base du pays, a vu son indice de prix bondir de 12,3 % en un an. Il représente à lui seul 27,7 % de la variation globale. L'énergie, deuxième facteur, affiche une augmentation de 7,1 %, contribuant à hauteur

de 5,5 % à l'inflation. Le « panier sous-jacent » qui exclut les produits les plus volatils, a progressé de 7,3 %, soit près des deux tiers de la hausse totale (66,7 %).

Les chiffres de juin 2025 montrent cependant des écarts avec les prévisions du Comité monétaire du 5 mai 2025. L'inflation globale s'est révélée légèrement inférieure aux anticipations, c'est-à-dire 8,2 % contre 8,6 % prévus. Certaines catégories ont toutefois dépassé les estimations.

Le riz, prévu à 11,4 %, a atteint 12,3 %. L'énergie, anticipée à 6,4 %, a finalement progressé de 7,1 %. Ensemble, ces deux postes ont enregistré une inflation moyenne de 11,0 %, soit 0,9 point au-dessus de la prévision. A l'inverse, l'inflation sous-jacente a été surestimée. Elle s'est limitée à 7,3 %, contre 8,1 % attendu, soit un écart positif pour les consommateurs.

Ces données confirment la sensibilité de l'économie nationale aux variations des prix alimentaires et énergétiques. La forte hausse du riz, combinée à la progression du coût

de l'énergie, accentue la pression sur le pouvoir d'achat. La BFM indique suivre de près l'évolution de ces indicateurs, dans un contexte marqué par des tensions sur les marchés internationaux et des contraintes locales sur l'offre.

« Les prévisions pour 2025 tablent sur une décélération graduelle du rythme de l'inflation, qui devrait s'établir autour de 7,8 % à la fin de l'année 2025, suivant une trajectoire alignée sur l'objectif de 5,0 % à moyen terme », note ainsi la BFM.

Voyage – Madagascar enregistre plus de 573 000 passagers transportés par voie aérien au premier semestre de 2025

13 Août | 2424.MG

Antananarivo, 12 Août, 20h30 – Plus de 573 000 passagers ont été transportés par voie aérienne durant le premier semestre de cette année. C'est le cumul des 241 000 passagers au premier trimestre et plus de 332 000 passagers rapportés par l'Aviation civile de Madagascar (ACM), dans ses revues mensuelles du trafic aérien 46,66% de ces passagers ont été transportés via le réseau régional. 31,16% ont pour leur part voyagé sur le réseau domestique et 22,16% via le long courrier. C'est

la moyenne enregistrée durant ces six premiers mois de l'année concernant la répartition du trafic passager par réseau.

Le ministère du Tourisme et de l'artisanat avait rapporté de son côté 150 757 visiteurs internationaux durant cette période sous revue. Il s'agit d'un chiffre provisoire représentant une hausse modeste de 1,99% par rapport au nombre d'arrivées touristiques au premier semestre de 2024 qui s'établissait à 147 822 touristes étrangers.

Art Culinaire - Madagascar en lice au Mondial du Fromage

NICOLE RAFALIMANANJARA | 14 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar participera pour la première fois au Mondial du Fromage à Tours, du 14 au 16 septembre, avec le Comptoir des Hautes Terres.

C'est une grande première dans l'histoire gastronomique malgache.

l'histoire fromagère malgache qui s'ouvre », confie Samuel Mimouni, fondateur du Comptoir des Hautes Terres.



Le Comptoir des Hautes Terres, artisan fromager installé à Antsirabe, représentera Madagascar au Mondial du Fromage et des Produits Laitiers de Tours, en France, du 14 au 16 septembre. Plus de mille cinq cents fromages issus d'une cinquantaine de pays seront en lice lors de ce rendez-vous mondial, qui décernera notamment le titre de Meilleur Fromager du Monde. « C'est une page de

Quatre fromages malgaches

Pour ce baptême international, il a choisi quatre créations phares : la Tomme Anamalao, un fromage en croûte de brèdes mafane, endémique de Madagascar ; le Tany Mena, un bleu majestueux aux couleurs de la terre de la Grande Île ; le Masoandro, un fromage à pâte mi-dure affiné pendant 12 mois, levé et pressé à l'aide d'une toile en sogas, qui lui confère une beauté typiquement locale ; et enfin, le Cheddar à croûte toilée au piment Gorria, un piment exploité en France sous le nom d'Espelette, qui révèle ici un caractère et un marbré inimitables. Ce fromage met à l'honneur le lien privilégié entre le piment et la cuisine malgache.

Installé à Madagascar depuis 2021, Samuel Mimouni est un passionné de gastronomie. Après avoir dirigé le restaurant L'Insolite à Antsirabe, il s'est lancé dans la fabrication de fromages, alliant techniques européennes et saveurs locales. « Cette aventure fera rayonner Madagascar à l'international et mettra en lumière toute une filière en devenir », assure-t-il.

Secteur financier : Une taxonomie continentale validée pour une finance durable

ANTSA R | 14 AOÛT | MIDI-MADAGASIKARA

Le secteur financier africain a validé une taxonomie de la finance durable à l'échelle du continent, posant un jalon structurant pour orienter les capitaux vers des projets climato-intelligents et socialement responsables. Le cadre — une première pour l'Afrique — a été approuvé lors d'un atelier tenu à Nairobi les 16 et 17 juillet, réunissant régulateurs, banques, assureurs et institutions de financement du développement. Pilotée par la Banque africaine de développement via sa plateforme Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC), l'initiative est l'aboutissement d'un processus consultatif d'un an associant plus de 60 institutions des secteurs financier et réel. Selon les explications, la taxonomie standardise la définition des activités contribuant au développement durable, afin de faciliter l'alignement des portefeuilles et d'accroître la transparence sur les marchés. Cette démarche comble une lacune de l'architecture financière africaine, notamment l'absence d'outils normalisés, adaptés aux réalités locales, pour stimuler la finance durable à l'échelle nationale. Identifié dès 2021 par une enquête sectorielle, ce

besoin a été intégré à la stratégie quinquennale et à la Vision 2030 de l'AFAC lancées en 2023.

Bien que son adoption soit volontaire, la taxonomie arrive à un moment clé. Plusieurs acteurs y voient un outil pour harmoniser les marchés, attirer des capitaux verts et renforcer la résilience. Pour Mahamadi Balima (AMF-UMOA), elle constitue « un outil stratégique pour orienter les flux de capitaux vers des investissements durables » et favoriser l'intégration régionale. Des représentants du secteur privé ont salué des travaux « ancrés dans des cas d'usage réels » facilitant la mise en œuvre. Pour la BAD, cette taxonomie devient un pilier de l'architecture du financement climatique en Afrique. Elle crée un environnement propice à la mobilisation de capitaux privés et à l'alignement avec les standards mondiaux, tout en restant ancrée dans les priorités de développement du continent. L'AFAC, coalition hébergée par la BAD, place le secteur financier au cœur de l'action climatique en Afrique ; cette validation lui offre désormais un référentiel commun pour accélérer le passage à l'échelle.

Marovato – Andapa : la qualité de la vanille s'améliore

JEAN RIANA | 14 AOÛT | LES NOUVELLES

Le gouvernorat de la région Sava, a constaté une amélioration notable de la qualité de vanille verte et du processus de production dans la commune de Marovato, district d'Andapa.

Face à un marché international de la vanille marqué par une forte concurrence et une surabondance de l'offre, la région Sava met l'accent sur la qualité de sa production. L'objectif vise en effet à répondre efficacement à la demande et, surtout, différencier les produits malgaches de ceux des autres producteurs mondiaux.

Avec un stock importateur encore conséquent, après avoir exporté 4.400 tonnes, lors de la campagne 2023-2024, la

qualité est devenue un facteur de différenciation crucial pour Madagascar. Le pays, qui n'est pas le seul acteur sur ce marché, doit impérativement adopter des stratégies efficaces pour se démarquer. Selon Rabenefitra Henri, directeur de l'administration territoriale, la région Sava est pleinement engagée dans cette démarche.

Tunisie – Madagascar: un accord pour booster les échanges industriels

ARH. | 14 AOÛT | LES NOUVELLES

Le Syndicat des Industries de Madagascar (Sim) et la Chambre de Commerce Tunisie-Madagascar (CCTM) ont scellé un protocole d'accord visant à dynamiser leurs relations économiques, hier. Cet accord signé par Tiana Rasamimanana, président du Sim et Mohamed Habib Ben Romdhane, président de la CCTM, prévoit des actions pour stimuler les opportunités dans l'industrie et les secteurs connexes.

Dans ce sens, les deux parties organiseront ensemble des événements économiques. Elles faciliteront également la mise en relation d'entreprises, en vue de partenariats commerciaux et technologiques. Elles encourageront aussi l'échange d'informations économiques et sectorielles.

Pour Tiana Rasamimanana, cet accord s'inscrit dans la mission du Sim : « Soutenir la compétitivité de l'industrie malgache et ouvrir notre secteur aux opportunités internationales ». Mohamed Habib Ben Romdhane voit, quant à lui, « un potentiel complémentaire entre les deux pays, notamment dans l'industrie, l'innovation et le commerce ». Le programme inclut également des formations et des actions de renforcement des capacités destinées aux industriels. Les deux organisations s'engagent à soutenir l'implantation d'investissements dans les deux pays. Elles mèneront un plaidoyer commun pour améliorer le climat des affaires et fluidifier les échanges bilatéraux.

Le Bitcoin bat un nouveau record et dépasse les 124 000 dollars

14 Août | LA CROIX

Lors des premiers échanges en Asie jeudi 14 août, le bitcoin a franchi pour la première fois les 124 000 dollars, stimulé par la progression des actions américaines, l'intérêt des investisseurs institutionnels et une législation américaine favorable.

Le bitcoin a atteint un nouveau plus haut jeudi 14 août matin dans les premiers échanges asiatiques, dépassant pour la première fois le seuil des 124 000 dollars, porté par la hausse des actions américaines, l'intérêt des investisseurs institutionnels et une législation américaine favorable.

La star des cryptomonnaies a battu son précédent record du 14 juillet dernier (123 205 dollars), dépassant même brièvement les 124 500 dollars avant de refluer. Vers 02 h 08 GMT le bitcoin s'échangeait pour quelque 123 600 dollars.

Les actions américaines ont terminé en forte hausse mercredi à la Bourse de New York, l'indice S&P 500 atteignant un nouveau plus haut, tout comme le Nasdaq à forte coloration technologique, contribuant à la hausse de la cryptomonnaie.

Le bitcoin affiche depuis plusieurs mois une nette progression, encouragée notamment par le climat législatif favorable mis en place par le président américain Donald Trump.

« Le marché des cryptomonnaies bénéficie de fondamentaux très favorables », a récemment rappelé Samer Hasn, analyste marché chez XS.com.

Sur le plan réglementaire, les dernières batailles juridiques majeures menées par l'autorité américaine de régulation du secteur sont désormais closes.

Un soutien de trump

Par ailleurs, « Donald Trump a pris des mesures pour mettre fin aux restrictions qui empêchaient auparavant les banques de faire affaire avec des entreprises signalées pour des risques liés à leur réputation, une catégorie dans

laquelle les entreprises de cryptomonnaie étaient souvent injustement placées ».



Trump pourrait aussi être enclin à accélérer l'intégration des cryptomonnaies dans le système financier national et à lever des restrictions supplémentaires, compte tenu de son implication croissante et de celle de sa famille dans ce secteur, a encore estimé Samer Hasn.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

